

§ IV.—*Evasion de détenus, Recèlement de criminels.*

ART. 237.

Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandans en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers, et tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit (147).

ART. 238.

Si l'évadé était prévenu de délits de police, ou de crimes simplement infamans, s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de six jours à deux mois; et en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement (148).—P. 8, 9, 40 s., 241 s.—I. Cr. 137, 179.

ART. 239.

Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la réclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans (149).—P. 7, 9 1°, 21 s., 28 s., 34, 36, 40 s., 47, 241 s.

ART. 240.

Si les évadés, ou si l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde qui auront facilité ou procuré l'évasion seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.—P. 7, 9 1°, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 40 s., 47, 239 note, 241 s.

§ IV.—*Evasion de detenidos, ocultacion de criminales.*

ART. 237.

Siempre que acaeciere alguna fuga de individuos detenidos, los porteros, los comandantes en jefe ó subordinados á otro, ya de la gendarmería, ó ya de la fuerza armada que sirva de escolta ó que esté cubriendo los puestos, los conserges, guardas, carceleros y cualesquiera otros encargados de la conduccion, del transporte ó de la guarda de los detenidos, se castigarán como sigue (147).

ART. 238.

Si el prófugo hubiere estado acusado de delitos de policia, ó de crímenes simplemente infamantes, ó si fuere prisionero de guerra, los encargados de su custodia ó de su conduccion, se castigarán en caso de negligencia, con una prision de seis dias á dos meses; y en caso de connivencia, con prision de seis meses á dos años.

Los que no estando encargados del cuidado ó de la conduccion del detenido, hayan procurado ó facilitado su fuga, serán castigados con seis dias á tres meses de prision (148).—P. 8, 9, 40 y s., 241 y s.—I. Cr. 137, 179.

ART. 239.

Si los detenidos prófugos ó alguno de ellos, estuvieren condenados ó acusados de un crimen de tal naturaleza que merezca una pena afflictiva por tiempo, la pena contra los encargados de la custodia ó conduccion, en caso de negligencia, será una prision de dos á seis meses; en caso de connivencia, la de reclusion.

Los individuos que no estén encargados de la guarda de los detenidos, que hayan procurado ó facilitado la fuga, serán castigados con una prision de tres meses á dos años (149).—P. 7, 9 1°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 40 y s., 47, 241 y s.

ART. 240.

Si los prófugos ó alguno de ellos, fueren acusados de crímenes de tal naturaleza que merezcan la pena de muerte ó penas perpetuas, ó si estuvieren condenados á una de estas penas, sus conductores ó guardas serán castigados con uno ó dos años de prision en caso de negligencia, y á trabajos forzados por tiempo, en caso de connivencia.

Los individuos no encargados de la conduccion ó de la guarda, que hubieren procurado ó facilitado la fuga, serán castigados con una prision de un año por lo menos y cinco á lo mas.—P. 7, 9 1°, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 40 y s., 47, 239 nota, 241 y s.

ART. 241.

Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violences ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instrumens propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et au cas de l'article 240, la réclusion (150).—P. 7 6°, 9 1°, 21 s., 28 s., 34, 36, 40 s., 47, 246.

ART. 242.

Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geôliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geôliers.—P. 238 s.

ART. 243.

Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps (151).—P. 7 2° 4°, 15, 16, 18, 19, 22, 23, 28 s., 34, 36, 47.

ART. 244.

Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait en droit d'obtenir contre lui.—P. 10, 52, 55.—C. 1149, 1200 s., 1382.

ART. 245.

A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit: le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences.—P. 9 1°, 40 s., 246.—I. Cr. 179, 358, 361, 364, 365.

ART. 246.

Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra, en ou-

ART. 241.

Si la fuga ha tenido lugar ó ha sido intentada con violencia ó ruptura de prision, las penas contra los que la hayan favorecido, proporcionando instrumentos propios para efectuarla, en el caso en que el prófugo fuese de la calidad espresada en el artículo 238, serán de tres meses á dos años de prision; en el caso del artículo 239, de dos á cinco años de prision; y en el caso del artículo 240, la reclusion (150).—P. 7 6°, 9 1°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 40 y s., 47, 246.

ART. 242.

En todos los casos mencionados, cuando las terceras personas que hayan procurado ó facilitado la fuga, hubieren logrado su intento corrompiendo á los guardas ó carceleros, ó en connivencia con ellos, se castigarán con las mismas penas que á dichos guardas y carceleros.—P. 238 y s.

ART. 243.

Si la fuga con fractura ó violencia hubiere sido favorecida por trasmision de armas, los guardas y conductores que hayan tenido participio en ello, serán castigados con trabajos forzados perpetuos; las demas personas, á trabajos forzados por tiempo (151).—P. 7 2° 4°, 15, 16, 18, 19, 22, 23, 28 y s., 34, 36, 47.

ART. 244.

Todos los que hubieren tenido connivencia en la evasion de un detenido, serán condenados solidariamente, á título de daños y perjuicios, á todo lo que la parte civil del detenido haya tenido derecho de obtener contra él.—P. 10, 52, 55.—C. 1149, 1200 y s., 1382.

ART. 245.

Respecto de los detenidos que se hayan fugado, ó que hayan intentado fugarse por medio de fractura de prision ó de violencia, serán por solo este hecho, castigados con seis meses á un año de prision, sufriendo esta pena inmediatamente despues que hayan estinguído la en que hubieren incurrido por el crimen ó delito, en razon del cual estaban detenidos, ó despues del fallo ó sentencia que los haya declarado libres ó absueltos de dicho crimen ó delito; todo sin perjuicio de las penas mas graves en que hubieren podido incurrir por otros crímenes que hayan cometido en sus violencias.—P. 9 1°, 40 y s., 246.—I. Cr. 179, 358, 361, 364, 365.

ART. 246.

Cualquiera que por haber favorecido una evasion, ó algunas tentativas de fuga, haya sido condenado á una prision de mas de seis meses, po-



tre, être mis sous la surveillance spéciale de la haute police, pour un intervalle de cinq à dix ans.—P. 11, 44 s.

## ART. 247.

Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement (152).

## ART. 248.

Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.—P. 7, 9 1°, 40 s.—I. Cr. 179.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendants, ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés au même degré.—P. 735 s.

## § V.—Bris de scellés et Enlèvement de pièces dans les Dépôts publics.

## ART. 249.

Lorsque les scellés apposés, soit par ordre du gouvernement, soit par suite d'une ordonnance de justice rendue eu quelque matière que ce soit, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de six jours à six mois d'emprisonnement (153).—P. 9 1°, 40 s.—Pr. 907 s.—I. Cr. 179.

## ART. 250.

Si le bris des scellés s'applique à des papiers et effets d'un individu prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, ou qui soit condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni des six mois à deux ans d'emprisonnement.—P. 9 1°, 40 s., 251 et la note.—I. Cr. 179.

## ART. 251.

Quiconque aura, à dessein, brisé des scellés apposés sur des papiers ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés, sera puni de la réclusion; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps (154).—P. 7 4° 6°, 15, 16, 19, 21 s., 28 s., 34, 36, 47.

## ART. 252.

A l'égard de tous autres bris de scellés, les cou-

drá ademas, ser puesto bajo la vigilancia especial de la alta policía, por un intervalo de cinco á diez años.—P. 11, 44 y s.

## ART. 247.

Las penas de prision señaladas en los artículos anteriores, contra los conductores ó custodios, solo en caso de descuido, cesarán cuando los prófugos sean reaprehendidos ó presentados, con tal que esto sea dentro de los cuatro meses de su fuga, y que no sean aprehendidos por otros crímenes ó delitos cometidos posteriormente. (152).

## ART. 248.

Los que hubieren ocultado ó hecho ocultar, personas que supiesen que habian cometido crímenes que merezcan pena afflictiva, serán castigados con tres meses de prision por lo menos y de dos años á lo mas.—P. 7, 9 1°, 40 y s.—I. Cr. 179.

Se exceptúan de la presente disposicion, los ascendientes ó descendientes, esposo ó esposa, aun cuando estén divorciados, hermanos ó hermanas de los criminales ocultados, ó sus allegados en el mismo grado.—P. 735 y s.

## § V.—Fractura de sellos y robo de documentos en los depósitos públicos.

## ART. 249.

Quando los sellos puestos, ya por orden del gobierno, ó ya á consecuencia de un mandato judicial, espedido sobre cualquiera materia que sea, hubieren sido fracturados, los custodios se castigarán con una prision de seis dias á seis meses, en caso de simple descuido (153).—P. 9 1°, 40 y s.—Pr. 907 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 250.

Si la fractura de sellos la han sufrido, papeles y créditos de un individuo indiciado ó acusado de un crimen que merezca la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos ó de deportacion, ó que sea condenado á alguna de estas penas, el custodio negligente será castigado con seis meses á dos años de prision.—P. 9 1°, 40 y s., 251 y la nota.—I. Cr. 179.

## ART. 251.

Cualquiera que de intento haya fracturado sellos puestos en papeles ó créditos de la calidad enunciada en el artículo anterior, ó tenido participio en su fractura, será castigado con la reclusion; y si fuere el custodio mismo, será castigado con trabajos forzados por tiempo (154).—P. 7 4° 6°, 15, 16, 19, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

## ART. 252.

Con respecto á todas las demas fracturas de se-

pables seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni de deux à cinq ans de la même peine.—P. 9 1°, 40 s., 249 note.—I. Cr. 179.

## ART. 253.

Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés sera puni comme vol commis à l'aide d'effraction.—P. 384.

## ART. 254.

Quant aux soustractions, destructions et enlèvements de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets, contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligens, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 255.—I. Cr. 179.

## ART. 255.

Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, enlèvements ou destructions mentionnés en l'article précédent, sera puni de la réclusion.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 s., 34, 36, 47, 408.

## ART. 256.

Si les bris de scellés, les soustractions, enlèvements ou destructions de pièces ont été commis avec violences envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la nature des violences et des autres crimes qui y seraient joints.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 s., 34, 36, 47.

## § VI.—Dégradation de monumens.

## ART. 257.

Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs (155).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—I. Cr. 179.

## § VII.—Usurpation de titres ou fonctions.

## ART. 258.

Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni

los, los culpables serán castigados con seis meses á dos años de prision; y si es el mismo custodio, con dos á cinco años de la misma pena.—P. 9 1°, 40 y s., 249 nota.—I. Cr. 179.

## ART. 253.

Todo robo cometido por medio de rotura de sellos, se castigará como robo cometido con fractura.—P. 384.

## ART. 254.

En cuanto á las sustracciones, destruccion y robos de documentos ó procesos criminales, ó de otros papeles, registros, autos y créditos, contenidos en los archivos, escribanías ó depósitos públicos, ó entregados á un depositario público en esta calidad, las penas serán contra los escribanos, archiveros, notarios ú otros depositarios negligentes, de tres meses á un año de prision, y de una multa de cien á trescientos francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 255.—I. Cr. 179.

## ART. 255.

Cualquiera que se haya hecho culpable de las sustracciones, robos ó destruccion mencionadas en el artículo anterior, se castigará con la reclusion.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

Si el crimen es obra del depositario mismo, será castigado con trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 y s., 34, 36, 47, 408.

## ART. 256.

Si la fractura de sellos, las sustracciones, robos ó destruccion de documentos, se hubieren cometido con violencias hácia las personas, la pena será contra todo culpable, la de trabajos forzados por tiempo; sin perjuicio de penas mas graves, si ha lugar, segun la naturaleza de las violencias y de los demas crímenes que se les hayan agregado.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 y s., 34, 36, 47.

## § VI.—Deterioro en los monumentos públicos.

## ART. 257.

Cualquiera que haya destruido, derribado, mutilado ó deteriorado monumentos, estatuas y demas objetos destinados á la utilidad ó al ornato público, y construidos por la autoridad pública ó con su autorizacion, será castigado con prision de un mes á dos años, y con una multa de cien á quinientos francos (155).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—I. Cr. 179.

## § VII.—Usurpacion de títulos ó funciones.

## ART. 258.

Cualquiera que sin título se hubiere mezclado en funciones públicas, civiles ó militares, ó haya desempeñado los actos de una de estas funciones



d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime.—P. 9 1°, 40 s., 145 s.

## ART. 259.

Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendra pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans (156).—P. 9 1°, 40 s.

§ VIII.—*Entraves au libre exercice des cultes.*

## ART. 260.

Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de seize francs à deux cents francs, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois (157).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 264.—Cons. 7.—I. Cr. 179.

## ART. 261.

Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices, seront punis d'une amende de seize francs à trois cents francs, et d'un emprisonnement de six jours à trois mois (158).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 264.—I. Cr. 179.

## ART. 262.

Toute personne qui aura, par paroles ou gestes, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera punie d'une amende de seize francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 261 note, 264.—I. Cr. 179.

## ART. 263.

Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions sera puni de la dégradation civique (159).—P. 8 2°, 34-36, 264.

## ART. 264.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donne-

será castigado con prision de dos á cinco años, sin perjuicio de la pena de falsedad, si el acto lleva el carácter de este crimen.—P. 9 1°, 40 y s., 145 y s.

## ART. 259.

Toda persona que haya portado públicamente un traje, uniforme ó condecoracion que no le pertenezca, será castigada con prision de seis meses á dos años (156).—P. 9 1°, 40 y s.

§ VIII.—*Travas al libre ejercicio de los cultos.*

## ART. 260.

Todo particular que por vias de hecho ó amenazas, haya obligado ó impedido á una ó varias personas ejercer alguno de los cultos autorizados, asistir al ejercicio de dicho culto, celebrar ciertas fiestas, observar ciertos dias de descanso, y en consecuencia, abrir ó cerrar sus talleres, tiendas ó almacenes y hacer ó no ciertos trabajos, será castigado por solo este hecho, con una multa de diez y seis á doscientos francos, y con una prision de seis dias á dos meses (157).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 264.—Cons. 7.—I. Cr. 179.

## ART. 261.

Los que hubieren impedido, retardado ó interrumpido los ejercicios de un culto, por medio de tumultos ó desórdenes causados en el templo ú otro lugar destinado, ó que sirva actualmente para estos ejercicios, serán castigados con una multa de diez y seis á trescientos francos, y con una prision de seis dias á tres meses (158).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 264.—I. Cr. 179.

## ART. 262.

Toda persona que con palabras ó ademanes, haya ultrajado los objetos de un culto, en los lugares destinados ó que sirvan actualmente á su ejercicio, ó á los ministros de este culto en sus funciones, se castigará con una multa de diez y seis á quinientos francos, y con prision de quince dias á seis meses.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 261 nota, 264.—I. Cr. 179.

## ART. 263.

Cualquiera que haya golpeado al ministro de un culto en sus funciones, será castigado con la degradacion cívica (159).—P. 8 2°, 34-36, 264.

## ART. 264.

Las disposiciones del presente párrafo, no se aplicarán mas que á los tumultos, ultrajes ó vias de hecho, cuya naturaleza ó circunstancias, no

ront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les autres dispositions du présent Code.

## SECTION V.

## ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS, VAGABONDAGE ET MENDICITÉ.

§ Ier.—*Associations de malfaiteurs.*

## ART. 265.

Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.—P. 210 s., 266 s., 440 s.

## ART. 266.

Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandans, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.—P. 267 s.

## ART. 267.

Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association, et les commandans en chef ou en sousordre de ces bandes, seront punis des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 s., 34, 36, 47.

## ART. 268.

Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou à leurs divisions, des armes, munitions, instrumens de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

§ II.—*Vagabondage.*

## ART. 269.

Le vagabondage est un délit.—P. 1, 270 s.

## ART. 270.

Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession (160).—P. 271 s.—C. 102 s.

## ART. 271.

Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement. Ils seront renvoyés, après avoir subi leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.—P. 9 1°, 11, 40 s., 44 s.—I. Cr. 179.

Néanmoins les vagabonds âgés de moins de

den lugar á penas mas graves, segun las demas disposiciones del presente Código.

## SECCION V.

## ASOCIACIONES DE MALHECHORES, AVGANCIA Y MENDICIDAD.

§ I.—*Asociaciones de malhechores.*

## ART. 265.

Toda asociacion de malhechores, contra las personas ó las propiedades, es un crimen contra la paz pública.—P. 210 y s., 266 y s., 440 y s.

## ART. 266.

Este crimen existe por el solo hecho de la organizacion de las gavillas, correspondencia entre ellas y sus gefes ó comandantes, ó de convenciones que tiendan á dar cuenta ó á hacer distribucion ó division del producto de sus maldades.—P. 267 y s.

## ART. 267.

Cuando este crimen no haya sido acompañado ni seguido de algun otro, los autores, directores de la asociacion y los comandantes en gefe y subalternos de estas gavillas, serán castigados con trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22, 23, 28 y s., 34, 36, 47.

## ART. 268.

Se castigará con la reclusion á todos los demas individuos encargados de un servicio cualquiera en estas gavillas, y á los que á sabiendas y voluntariamente les hayan ministrado, así como á sus divisiones, armas, municiones ó instrumentos para el crimen, alojamientos, retirada ó lugar de reunion.

§ II.—*Vagamundería.*

## ART. 269.

La vagamundería es un delito.—P. 1, 270 y s.

## ART. 270.

Los vagamundos ó gantes sin hogar, son los que no tienen ni domicilio cierto, ni medios de subsistencia y que no ejercen habitualmente ni oficio, ni profesion alguna (160).—P. 271 y s.—C. 102 y s.

## ART. 271.

Los vagamundos ó gantes sin hogar que hayan sido legalmente declarados tales, serán por solo este hecho castigados con tres á seis meses de prision. Se pondrán despues de haber sufrido su pena, bajo la vigilancia de la alta policia, durante cinco años por lo menos y diez á lo mas.—P. 9 1°, 11, 40 y s., 44 y s.—I. Cr. 179.

Sin embargo, los vagamundos de menos de